

# Retrait du plan Sarkozy contre les hôpitaux !



## LE GOUVERNEMENT DES CAPITALISTES MÈNE LA GUERRE CONTRE L'HÔPITAL PUBLIC, LES MALADES ET LES PERSONNELS

Le gouvernement Sarkozy-Fillon-Bachelot, comme ses prédécesseurs, a découvert que la Sécu et les hôpitaux publics avaient des « trous », des « déficits »... que l'Etat crée lui-même et dont il tire argument pour diminuer les soins des plus pauvres et s'en prendre aux travailleurs des hôpitaux.

La Sécurité sociale résulte d'une mise en commun d'une partie du salaire de l'ensemble des travailleurs, pour assurer l'accès de tous aux soins, salaire différé que les patrons appellent « charges sociales » pour cacher qu'il s'agit d'argent dû aux travailleurs. Si la Sécu manque de fonds, c'est parce que les salaires sont trop bas, le chômage trop élevé, les exonérations de cotisations patronales trop nombreuses et les médicaments trop coûteux. L'étranglement progressif des remboursements de soins et des retraites est autant de gagné pour les compagnies d'assurances et les banques privées.

Les hôpitaux publics n'ont pas à être rentables. Ils traitent les réanimations les plus longues, les pathologies les plus lourdes, ils assurent les radios, les analyses et les autres examens sur place ; ils assurent la formation des médecins, les urgences. Si l'hôpital public n'a pas assez d'argent, c'est que les gouvernements au service des riches et des patrons garantissent les profits des cliniques privées et n'assurent pas au service de santé publique les moyens de ses missions, au détriment des travailleurs des hôpitaux et des patients.

Déjà, le forfait hospitalier a été relevé, les patients paient un euro par consultation de son médecin, de nombreux médicaments ne sont plus remboursés, Sarkozy et l'UMP ont instauré des nouvelles franchises annuelles non remboursables sur les soins. En plus, le gouvernement a décidé une « réforme », c'est-à-dire un plan réactionnaire, directement contre les hôpitaux publics.

## UN PROJET DE FERMETURES DE SERVICES ET D'HÔPITAUX, D'ATTEINTES AUX STATUTS, DE PRIVATISATION

Sarkozy, le 17 avril, a présenté son plan. Les aides et subventions reviendront prioritairement aux « *communautés hospitalières de territoire* », c'est-à-dire aux hôpitaux acceptant de « *se mettre en réseau* », de se spécialiser dans tel secteur (en abandonnant les autres), de partager les moyens (équipements et personnels). Cette restructuration conduirait à la fermeture ou à la fusion de plus de 200 hôpitaux. L'ensemble des établissements – publics comme privés – doivent constituer « *l'offre globale de soins* » à la population. On comprend que sur un « territoire », c'est l'hôpital public qui fera double emploi et fermera partiellement ou totalement, pas la clinique privée.

Pour « *favoriser la responsabilisation des acteurs* », Sarkozy promet « *un vrai patron* », le directeur, qui présiderait un directoire resserré. À lui de sabrer dans les services et de tenir le budget alloué. Le directeur aurait plus de latitude pour recruter localement, dans le cadre de « *modalités innovantes* », avec des contrats de droit privé. Il pourrait même mettre des personnels titulaires à disposition de sociétés privées qui auront obtenu un contrat de sous-traitance. Ce serait la fin du statut de la fonction publique hospitalière.

## ASSEZ DE CONCERTATIONS SUR LE PLAN SARKOZY-BACHELOT-LARCHER !

### FRONT UNIQUE POUR BATTRE LE GOUVERNEMENT ET OBTENIR LE RETRAIT DU PLAN RÉACTIONNAIRE !

Tous les dirigeants syndicaux ont accepté de participer au rapport Larcher, commandé par Sarkozy et Bachelot qui a préparé le terrain au plan Sarkozy-Bachelot. Au lieu d'exiger le retrait pur et simple du plan, les chefs syndicaux acceptent de le négocier avec la ministre et réclament des « tables rondes » avec le gouvernement et les cliniques privées. Au lieu d'appeler à la grève générale pour le retrait du plan, les chefs syndicaux épuisent les travailleurs hospitaliers dans des « journées d'action » inefficaces et des « grèves reconductibles » dispersées site par site, des recettes qui ont conduit à la défaite des cheminots et de bien d'autres.

Il faut que les travailleuses et les travailleurs, dans les réunions syndicales et les assemblées générales, imposent la défense de leurs intérêts, donc la rupture des organisations syndicales avec le gouvernement :

**Maintien de tous les hôpitaux publics ! Augmentation des crédits de fonctionnement, création de tous les postes de soignants nécessaires, titularisation des précaires, augmentation des salaires ! Défense des statuts de la fonction publique ! Abrogation du forfait hospitalier !**

**Grève générale pour le retrait du plan d'austérité et de privatisation ! Gigantesque manifestation à l'Assemblée nationale, où sera soumis ce projet de loi, pour empêcher son adoption !**

20 juin 2008

Groupe Bolchevik

[www.revolution-socialiste.info](http://www.revolution-socialiste.info)